

# Droit civil

8<sup>e</sup> ÉDITION

**Michèle Muller**

Sous la direction Jean-Claude Masclet

## Dans la même collection Parcours Juridiques

*Droit administratif général*, Robert Etien

*Droit commercial*, Patrice Giron

*Droit public général*, Robert Etien

*Droit social*, Marianne Keller, Franck Petit

*Introduction générale au droit*, Franck Petit



*"Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite."*

ISBN 978-2-216-13324-6 première édition

ISBN 978-2-216-12520-3 nouvelle édition

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illégale et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

© Éditions Foucher. Malakoff 2015

# Sommaire

|   |   |           |
|---|---|-----------|
| <b>Avant-propos .....</b>   | <b>5</b>                                    |           |
| ► TITRE I – Introduction à l'étude du droit .....                           |   |           |
| chapitre <b>1</b>   | <b>Le droit objectif .....</b>              | <b>8</b>  |
| chapitre <b>2</b>   | <b>Les droits subjectifs.....</b>           | <b>16</b> |
| chapitre <b>3</b>   | <b>L'organisation juridictionnelle.....</b> | <b>28</b> |
| ► TITRE II – Les personnes .....  |   |           |
| chapitre <b>1</b>   | <b>Les personnes physiques .....</b>        | <b>36</b> |
| chapitre <b>2</b>   | <b>Les personnes morales.....</b>           | <b>45</b> |
| ► TITRE III – La protection des personnes particulièrement vulnérables..... |   |           |
| chapitre <b>1</b>   | <b>Les mineurs .....</b>                    | <b>51</b> |
| chapitre <b>2</b>   | <b>Les majeurs protégés .....</b>           | <b>58</b> |

|  |     |
|--|-----|
| ► TITRE IV – Les biens .....   | 71  |
| chapitre 1 Notion de biens .....   | 72  |
| chapitre 2 Le contenu du droit de propriété .....                                | 77  |
| chapitre 3 La possession .....   | 85  |
| chapitre 4 Les modes d'acquisition de la propriété .....                         | 89  |
| chapitre 5 La protection du droit de propriété : l'action en revendication ..... | 99  |
| chapitre 6 Les démembrements du droit de propriété .....                         | 102 |
| ► TITRE V – Les obligations .....  | 107 |
| chapitre 1 Le contrat .....  | 109 |
| chapitre 2 Les quasi-contrats .....  | 129 |
| chapitre 3 La responsabilité civile délictuelle .....                            | 133 |
| chapitre 4 Règles communes aux obligations indépendamment de leur source .....   | 145 |
| ► TITRE VI – La famille .....  | 159 |
| chapitre 1 Le mariage et le concubinage .....                                    | 160 |
| chapitre 2 La filiation .....  | 183 |
| chapitre 3 Les effets de la parenté et de l'alliance .....                       | 196 |
| Index .....  | 203 |
| Table des matières .....   | 207 |



# L'organisation juridictionnelle

## Section I - Les différentes juridictions judiciaires

- § 1. *Les juridictions répressives*
- § 2. *Les juridictions civiles*

## Section II - Le procès civil

- § 1. *Le personnel judiciaire*
- § 2. *Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance*
- § 3. *Les voies de recours*

L'organisation judiciaire est dominée en France, par deux grands principes : la dualité des juridictions judiciaires et des juridictions administratives, et le double degré de juridiction.

### 1. La dualité des juridictions

On distingue les juridictions de l'ordre administratif et les juridictions de l'ordre judiciaire. Les juridictions administratives tranchent les litiges entre les particuliers et l'Administration. Les principales juridictions administratives sont : le Conseil d'État, juridiction unique qui siège à Paris, les cours administratives d'appel, et les tribunaux administratifs qui sont les juges administratifs de droit commun. Ces derniers statuent en première instance avec appel possible, selon les cas, devant une cour administrative d'appel ou devant le Conseil d'État.

Afin d'assurer le respect de la répartition de compétence entre les juridictions judiciaires et les juridictions administratives, il existe une juridiction spéciale, le tribunal des conflits, qui intervient pour éviter qu'une même affaire soit jugée à la fois par une juridiction administrative et une juridiction judiciaire, ou, au contraire, ne soit examinée par aucune juridiction, chacune se déclarant incompétente.

### 2. Le double degré de juridiction

Une même affaire peut en principe faire l'objet de deux examens successifs, par une juridiction de premier degré d'abord, puis, en cas d'appel, par la juridiction du second degré ensuite. C'est une garantie pour le justiciable de pouvoir

soumettre le litige à des juges plus expérimentés que ceux du premier degré, en diminuant les risques d'erreurs.

L'appel est cependant exclu pour les litiges de faible importance. Dans ce cas on dit que l'affaire est jugée « en premier et dernier ressort », alors que les affaires susceptibles d'appel sont jugées « en premier ressort et à charge d'appel ».

## Section I - Les différentes juridictions judiciaires

Les juridictions judiciaires, auxquelles sera consacré ce chapitre, comprennent les juridictions civiles qui tranchent les litiges entre particuliers, et les juridictions répressives (ou pénales) qui ont pour fonction d'appliquer les règles du Droit pénal aux individus qui ont commis des infractions.

### § 1. *Les juridictions répressives*

Les juridictions répressives sont chargées d'appliquer les règles du Droit pénal. Elles infligent des peines (ex. : emprisonnement, amende...) aux personnes qui ont commis une infraction (contravention, délit, ou crime) troublant ainsi l'ordre social.

Il existe des rapports entre juridictions civiles et juridictions répressives : en particulier les juridictions répressives sont le plus souvent compétentes pour statuer à la fois sur la répression de l'infraction pénale et sur les intérêts civils de la victime.

Après intervention éventuelle du juge d'instruction chargé de la recherche des preuves, l'infraction est jugée par l'une des juridictions de jugement.

Le tribunal de police est compétent pour juger les contraventions. Mais certaines contraventions, dont la liste est fixée par décret, sont jugées par la juridiction de proximité. Le tribunal correctionnel a pour mission de juger les délits. Quant aux crimes, ils sont soumis à la Cour d'assises. Celle-ci se caractérise par le fait qu'à côté des magistrats professionnels siègent neuf jurés qui sont des particuliers.

Il existe également des juridictions d'exception en matière pénale. Les plus importantes sont la cour d'assises des mineurs, le juge des enfants, le tribunal pour enfants et la Cour de justice de la République compétente pour juger les membres du gouvernement ayant commis un crime ou un délit dans l'exercice de leurs fonctions.

Les pourvois en cassation contre les décisions rendues par les juridictions répressives sont portés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.

### § 2. *Les juridictions civiles*

#### A. Les juridictions de première instance

Les plus importantes sont les suivantes :

##### 1. **Les tribunaux de grande instance**

Les TGI sont les juridictions civiles de droit commun, c'est-à-dire ayant compétence pour connaître de tous litiges pour lesquels un texte exprès n'a pas attribué compétence à une autre juridiction, dite d'exception. Ils rendent des décisions appelées jugements, susceptibles d'appel quand la demande dépasse un certain montant (actuellement fixé à 4 000 euros) ou est indéterminée.

## 2. Les tribunaux d'instance

Ce sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour les petits litiges civils, c'est-à-dire ceux dans lesquels l'intérêt en jeu est inférieur à 10 000 euros, et pour des catégories déterminées d'affaire (ex. : contrats de louage d'immeuble). Le tribunal d'instance siège toujours à juge unique. Il rend des jugements, susceptibles d'appel quand la demande dépasse 4 000 euros.

**Remarque :** les juridictions de proximité, qui jugeraient les petits litiges, d'un montant inférieur à 4 000 euros ont été supprimées mais continueront à fonctionner jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## 3. Les tribunaux de commerce

Ce sont également des juridictions d'exception composées de juges qui sont des commerçants élus par des commerçants. Ils sont compétents en matière de droit commercial. Les jugements sont rendus à charge d'appel quand la demande dépasse 4 000 euros.

## 4. Les Conseils de prud'hommes

Juridictions d'exception composées de conseillers élus pour moitié par les employeurs, pour moitié par les salariés, ils sont compétents pour concilier, et à défaut juger, les différends relatifs au contrat de travail entre employeur et salariés. L'appel de leurs jugements est possible au-delà d'un certain montant.

5. Parmi les autres juridictions civiles d'exception, on peut citer également : les tribunaux paritaires des baux ruraux (litiges nés à l'occasion d'un bail rural), et les tribunaux des affaires de Sécurité sociale (litiges en matière de Sécurité sociale).

6. Enfin, dans la plupart des juridictions, certaines attributions précises peuvent être confiées à un ou plusieurs juges qui reçoivent ainsi une compétence spéciale.

Ainsi, le juge des référés est-il compétent en cas d'urgence pour prononcer des mesures provisoires (il s'agit toujours d'une compétence des présidents de tribunaux) ; le juge aux affaires familiales est compétent dans le domaine familial, notamment pour prononcer le divorce ; le juge de l'exécution statue sur les difficultés provoquées par les mesures d'exécution forcée ; le juge des tutelles, quant à lui, a une compétence étendue, notamment en matière d'incapacités. Les décisions obtenues dans le cadre de ces procédures particulières s'appellent des ordonnances.

## B. Les cours d'appel

Elles reçoivent les appels formés contre les décisions de toutes les juridictions de leur ressort territorial, qui couvre généralement plusieurs départements.

La cour d'appel rend des décisions appelées arrêts.

## § 3. La Cour de cassation

C'est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. C'est une juridiction unique qui siège à Paris. Sa mission est d'assurer l'unité dans l'interprétation de la règle de droit. Elle ne constitue donc pas un 3<sup>e</sup> degré de juridiction ; elle juge la décision (non l'affaire elle-même) exclusivement au regard du droit. Elle tient pour acquis les faits tels qu'ils ont été retenus par les juges du fond. On dit qu'elle est juge du droit et non juge du fait.

La Cour de cassation est composée de six Chambres (cinq Chambres civiles dont une commerciale et une sociale, et une Chambre criminelle).

Une Chambre mixte peut être formée quand la décision attaquée pose une question relevant des attributions de plusieurs Chambres.

Enfin, l'Assemblée plénière est réunie quand la décision attaquée pose une question de principe ou lorsque la même affaire a déjà été jugée par une Chambre.

## Section II - Le procès civil

---

Quand un litige s'élève entre particuliers, ceux-ci peuvent y mettre fin en se faisant des concessions réciproques. On appelle transaction un tel accord (art. 2044 et s. C. civ.). Par ailleurs, la tendance actuelle est de confier le soin de concilier les parties à des personnes privées qui ne sont pas des juges, et dont la mission exclusive consiste à rechercher un terrain d'entente pour éviter le contentieux, soit avant, soit même durant le procès (cf. *infra* « conciliateurs et médiateurs »).

Une loi du 22 décembre 2010 a créé la convention de procédure participative pour le règlement amiable des litiges (art. 2062 C.civ). Il s'agit d'une convention par laquelle les parties à un différend qui n'a pas donné lieu à la saisine d'un juge ou d'un arbitre s'engagent à œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable de leur litige. Toute personne assistée de son avocat peut conclure une telle convention sauf s'il s'agit de litige entre employeurs et salariés nés du contrat de travail. La convention en cours rend irrecevable un recours au juge pendant toute sa durée. Si, au terme de la convention, les parties sont parvenues à un accord, celui-ci pourra être soumis à l'homologation du juge, ce qui lui donnera force exécutoire.

Les parties peuvent aussi, au lieu de saisir une juridiction officielle, décider d'un commun accord de charger de simples particuliers de trancher le litige : elles recourent alors à l'arbitrage. La convention par laquelle les parties confient leur litige à un arbitre porte le nom de compromis. L'exécution forcée de la sentence arbitrale ne sera cependant possible qu'après exequatur prononcé par le tribunal de grande instance.

Enfin, une action en justice peut être exercée. Il y a alors procès. Celui-ci suppose l'intervention d'un certain nombre de personnes : magistrats et auxiliaires de justice, qui constituent le personnel judiciaire.

### § 1. *Le personnel judiciaire*

#### A. Les magistrats

On a vu que certaines juridictions étaient composées de magistrats non professionnels (tribunal de commerce et Conseil de prud'hommes). Le service des autres juridictions civiles est assuré par des magistrats professionnels. (Il en va de même, à l'exception de la cour d'assises qui comporte un jury populaire, pour les juridictions répressives).

On distingue, parmi les magistrats professionnels, les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ou ministère public). Ce sont tous des fonctionnaires nommés par l'État et recrutés par la même voie.

Les magistrats du siège ont pour fonction de juger ; ils sont indépendants du gouvernement dont ils ne peuvent recevoir d'ordres ; ils sont inamovibles, donc ne peuvent être déplacés sans leur consentement, et les sanctions disciplinaires qu'ils viendraient à encourir ne peuvent être prononcées que par le Conseil supérieur de la magistrature.

Le ministère public représente la société. Ce sont les agents du pouvoir exécutif auprès des tribunaux ; ils sont donc organisés hiérarchiquement sous l'autorité du ministre de la Justice, garde des Sceaux. Ce sont : le procureur de la République, assisté de substituts devant le TGI, le procureur général assisté d'avocats généraux et de substituts devant la cour d'appel, le procureur général assisté d'avocats généraux devant la Cour de cassation.

Leur fonction est très importante en matière pénale : ils assurent la poursuite des délinquants devant les juridictions répressives et requièrent la condamnation par les juges du Siège. Au civil, ils interviennent pour présenter des observations dans les affaires où l'ordre public est intéressé.

## **B. Les auxiliaires de justice**

Ils apportent leur concours au déroulement de l'action en justice.

### **1. Les greffiers**

Chaque juridiction a un secrétariat-greffe. Les greffiers, qui sont des fonctionnaires, sont chargés d'assister les juges dans l'exercice de leurs fonctions. À l'audience, ils prennent des notes ; et ils conservent les minutes des jugements dont ils délivrent des copies aux intéressés.

### **2. Les avocats**

Ils exercent une profession libérale et sont les représentants et conseils des parties. Leur activité est très importante : ils donnent des avis sur les questions de droit qui leur sont posées (consultations) ; ils accomplissent au nom de leur client les actes de procédure (postulation) et présentent par écrit ses préférences et arguments (conclusions) ; ils exposent oralement les préférences énoncées dans les actes de procédure (plaideoirie).

### **3. Les avoués à la cour d'appel**

Ce sont des officiers ministériels. Cette catégorie représente les parties devant la cour d'appel. Alors que devant le TGI, les avocats assurent la représentation et l'assistance de leur client, devant la cour d'appel, ces deux missions étaient dissociées.

L'avoué diligentait la procédure au nom de la partie qu'il représentait, et exposait par écrit ses arguments dans les conclusions ; l'avocat assiste le client, ce qui se traduisait surtout par la plaideoirie développée à l'audience. Le législateur a supprimé la profession d'avoué.

### **4. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**

Appelés aussi « avocats aux Conseils », ils sont officiers ministériels et représentent les parties devant le Conseil d'État et la Cour de cassation. Depuis l'ordonnance du 27 février 2004, un avocat aux Conseils salarié peut être employé par un office ministériel.

### **5. Les huissiers de justice**

Ce sont des officiers ministériels chargés de signifier les actes de procédure (assignations, jugements...) et les actes extra-judiciaires (ex. : commandement de payer). Ils procèdent également à l'exécution des jugements (saisies...) et effectuent des constats à la demande des parties.

## 6. Les conciliateurs et médiateurs

Le conciliateur, qui doit répondre à des conditions d'honorabilité et d'expérience, exerce ses fonctions bénévolement. Il peut être saisi directement par les parties, ou par le juge d'instance si les parties sont d'accord pour cette saisine. Il a pour mission d'essayer de concilier les parties. S'il y parvient, il constate l'accord des parties dans un procès-verbal qui peut acquérir force exécutoire par l'homologation du juge de proximité. Il ne peut s'agir que d'un litige relevant de la compétence du tribunal d'instance. Une liste de conciliateurs est publiée par les cours d'appel.

Le médiateur, qui doit posséder la qualification requise sur le plan juridique pour apprécier le litige, est rémunéré par les parties. Il est désigné par le juge, après accord des parties, à tout stade de la procédure, et dans des instances très variées. Il aide les parties à parvenir à une solution amiable du litige. En cas de succès, cet accord fait l'objet d'un procès-verbal qui peut être homologué par le juge compétent, ce qui lui donne force exécutoire.

### *§ 2. Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance*

Avant d'examiner comment se déroule le procès civil de droit commun, il est nécessaire de déterminer à quelle juridiction doit être soumis le litige. En d'autres termes, quelle est la juridiction compétente ?

Il y a deux sortes de compétence :

- La compétence d'attribution détermine, suivant la nature de l'affaire, la catégorie de tribunaux apte à juger (ex. : TGI, ou tribunal de commerce ou Conseil de prud'hommes, etc.).
- La compétence territoriale détermine parmi les tribunaux de telle catégorie celui qui doit être saisi à cause de sa localisation géographique. C'est en principe le tribunal dans le ressort duquel demeure le défendeur, mais il existe de très nombreuses exceptions.

Après avoir déterminé la juridiction compétente, le demandeur, qui exerce l'action en justice, appelle son adversaire (le défendeur) à comparaître devant le tribunal en lui signifiant une assignation. Il s'agit d'un acte établi par l'avocat du demandeur et signifié par huissier au défendeur. Celui-ci doit, s'il entend s'opposer à la demande, choisir à son tour un avocat. Une copie de l'assignation est déposée au greffe du tribunal et l'affaire est inscrite par le secrétariat-greffé sur un registre général qu'on appelle le rôle.

Le président fixe alors la date à laquelle l'affaire sera appelée. En attendant cette date, l'affaire est instruite (échange de conclusions et de pièces entre avocats).

Au jour fixé, l'affaire est appelée à l'audience devant le président qui examine l'état de la cause avec les avocats. Si elle semble prête à être jugée, il décide le renvoi à l'audience dont il fixe la date. Dans le cas contraire, il charge un magistrat du tribunal, le juge de la mise en état, d'accélérer l'instruction de l'affaire.

Le juge de la mise en état rend ensuite une ordonnance de clôture et renvoie l'affaire devant le tribunal.

Le jour de l'audience, le tribunal entend les plaidoiries des avocats et, après qu'il en ait été délibéré, le jugement est rendu, en principe en audience publique.

### § 3. *Les voies de recours*

#### **A. L'appel**

L'appel a pour but de faire réformer par la cour d'appel un jugement rendu par une juridiction du premier degré. Le délai d'appel est en principe de un mois à partir de la signification du jugement.

La cour d'appel réexamine l'affaire dans ses éléments de fait et de droit, et peut soit confirmer, soit infirmer le jugement. Sa décision est un arrêt.

#### **B. Le pourvoi en cassation**

Le pourvoi en cassation défère à la Cour de cassation les décisions rendues par les juridictions judiciaires en dernier ressort, en vue de faire vérifier leur conformité à la loi. Le délai du pourvoi est de deux mois à compter de la notification de la décision rendue en dernier ressort (il est de cinq jours en matière pénale). En pratique, les pourvois sont formés contre les arrêts de cour d'appel, et plus rarement contre des jugements, quand ceux-ci sont rendus en premier et dernier ressort. (En matière pénale, les pourvois sont formés contre les arrêts de Cour d'assises et les arrêts de cour d'appel).

L'une des Chambres de la Cour de cassation examine la valeur des critiques formulées dans les moyens du pourvoi. Elle rend un arrêt de rejet si la décision est conforme au droit et c'est la fin du procès. L'affaire reçoit la solution donnée par la décision injustement attaquée.

Si la décision attaquée viole la loi, la Cour rend un arrêt de cassation. Elle peut alors donner elle-même la solution du litige, si les faits constatés par les juges du fond permettent d'appliquer la règle de droit appropriée. L'affaire est alors terminée, sans recours possible. Mais le plus souvent, la Cour de cassation renvoie l'affaire devant une juridiction du fond de même degré que celle ayant rendu la décision cassée. La juridiction de renvoi est libre de sa décision. Mais si cette dernière est analogue à la décision qui a été cassée, un second pourvoi peut être formé, qui sera soumis à l'Assemblée plénière.

L'Assemblée plénière peut rendre un arrêt de rejet (le procès est alors terminé) ou de cassation. Dans ce dernier cas, elle peut, soit donner elle-même la solution du litige qui est alors terminé, soit renvoyer devant une troisième juridiction du fond, qui devra statuer en droit de la même façon que l'Assemblée plénière.

**Remarque :** Outre son intervention en cas de second pourvoi dans la même affaire, comme cela vient d'être indiqué, l'Assemblée plénière peut aussi être saisie dès avant cassation, par les juges du fond qui ont besoin d'un avis, quand l'affaire pose une question de principe, notamment s'il existe des solutions divergentes, soit entre les juges du fond, soit entre les juges du fond et la Cour de cassation. Il faut qu'il s'agisse d'un litige soulevant une question de droit nouvelle, présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges. Mais l'avis donné ne lie pas les juges du fond.

# Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| Sommaire .....   | 3         |
| <b>Avant-propos .....</b>  | <b>5</b>  |
| <br>   |           |
| <b>TITRE I – Introduction à l'étude du droit.....</b>                    | <b>7</b>  |
| <br>   |           |
| <b>Chapitre 1 - Le droit objectif .....</b>                              | <b>8</b>  |
| <br>   |           |
| <b>Section I - La règle de droit.....</b>                                | <b>8</b>  |
| § 1. <i>Notion .....</i>   | 8         |
| § 2. <i>Caractères de la règle de droit.....</i>                         | 9         |
| A. <u>Caractère général .....</u>  | 9         |
| B. <u>Caractère obligatoire .....</u>                                    | 9         |
| § 3. <i>Classification des règles de droit .....</i>                     | 9         |
| <br>   |           |
| <b>Section II - Les sources de la règle de droit .....</b>               | <b>10</b> |
| § 1. <i>Historique des sources.....</i>                                  | 10        |
| § 2. <i>Sources du droit à l'époque contemporaine.....</i>               | 10        |
| A. <u>Sources internationales .....</u>                                  | 10        |
| 1. Les traités .....   | 10        |
| 2. Le Droit communautaire.....   | 10        |
| B. <u>Sources nationales .....</u>                                       | 11        |
| 1. La loi et le règlement .....  | 11        |
| 2. La jurisprudence .....  | 12        |
| 3. La coutume .....  | 14        |
| 4. La doctrine .....   | 14        |
| <br>   |           |
| <b>Section III - Le domaine d'application de la règle de droit.....</b>  | <b>14</b> |
| § 1. <i>Domaine d'application de la loi dans l'espace .....</i>          | 14        |
| § 2. <i>Domaine d'application de la loi dans le temps.....</i>           | 14        |
| A. <u>Les principes .....</u>  | 15        |
| B. <u>Les exceptions .....</u>   | 15        |
| <br>   |           |
| <b>Chapitre 2 - Les droits subjectifs .....</b>                          | <b>16</b> |
| <br>   |           |
| <b>Section I - Les différentes catégories de droits subjectifs .....</b> | <b>16</b> |
| § 1. <i>Les droits patrimoniaux.....</i>                                 | 17        |
| A. <u>Le patrimoine .....</u>  | 17        |
| 1. Le patrimoine est une universalité juridique.....                     | 17        |
| 2. Le patrimoine est lié à la personne .....                             | 17        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>B. Les droits personnels ou droits de créance .....</b>   | <b>17</b> |
| <b>C. Les droits réels .....</b>   | <b>18</b> |
| 1. Parmi les droits réels principaux, le plus connu est le droit de propriété .....                  | 18        |
| 2. Mais il existe également des droits réels accessoires.....  | 18        |
| <b>D. Les droits intellectuels .....</b>   | <b>19</b> |
| 1. La propriété littéraire et artistique .....   | 19        |
| 2. La propriété industrielle.....  | 19        |
| 3. Le droit de clientèle .....   | 19        |
| <b>E. Régime juridique des droits patrimoniaux .....</b>   | <b>19</b> |
| 1. Les droits patrimoniaux sont en principe « dans le commerce »<br>c'est-à-dire transmissibles..... | 19        |
| § 2. <i>Les droits extra-patrimoniaux</i> .....  | 20        |
| <b>A. Les différents droits extra-patrimoniaux .....</b>   | <b>20</b> |
| <b>B. Le régime des droits extra-patrimoniaux .....</b>  | <b>20</b> |
| <b>Section II - Sources des droits subjectifs .....</b>  | <b>20</b> |
| § 1. <i>Les actes juridiques</i> .....   | 20        |
| <b>A. Actes bilatéraux et actes unilatéraux .....</b>  | <b>21</b> |
| <b>B. Actes de disposition, actes d'administration et actes conservatoires .....</b>                 | <b>21</b> |
| § 2. <i>Les faits juridiques</i> .....   | 21        |
| <b>Section III - Preuve des droits subjectifs .....</b>  | <b>21</b> |
| § 1. <i>Objet de la preuve</i> .....   | 21        |
| § 2. <i>La charge de la preuve</i> .....   | 22        |
| <b>A. Le principe .....</b>  | <b>22</b> |
| <b>B. L'exception .....</b>  | <b>22</b> |
| § 3. <i>Les modes de preuve</i> .....  | 23        |
| <b>A. Deux systèmes différents sont concevables .....</b>  | <b>23</b> |
| <b>B. La preuve par écrit ou preuve littérale .....</b>  | <b>23</b> |
| 1. Notion.....   | 23        |
| 2. Écrit sur support matériel .....  | 23        |
| 3. Écrit sur support électronique .....  | 25        |
| <b>C. La preuve par témoins .....</b>  | <b>25</b> |
| <b>D. La preuve par présomptions de fait .....</b>   | <b>25</b> |
| <b>E. La preuve par aveu .....</b>   | <b>25</b> |
| <b>F. La preuve par serment .....</b>  | <b>26</b> |
| § 4. <i>L'utilisation des modes de preuve</i> .....  | 26        |
| <b>Chapitre 3 - L'organisation juridictionnelle .....</b>  | <b>28</b> |
| 1. La dualité des juridictions .....   | 28        |
| 2. Le double degré de juridiction.....   | 28        |
| <b>Section I - Les différentes juridictions judiciaires .....</b>                                    | <b>29</b> |
| § 1. <i>Les juridictions répressives</i> .....   | 29        |
| § 2. <i>Les juridictions civiles</i> .....   | 29        |
| <b>A. Les juridictions de première instance .....</b>  | <b>29</b> |
| 1. Les tribunaux de grande instance .....  | 29        |
| 2. Les tribunaux d'instance .....  | 30        |
| 3. Les tribunaux de commerce.....  | 30        |
| 4. Les Conseils de prud'hommes.....  | 30        |
| <b>B. Les cours d'appel .....</b>  | <b>30</b> |
| § 3. <i>La Cour de cassation</i> .....   | 30        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Section II - Le procès civil .....</b>  | <b>31</b> |
| § 1. <i>Le personnel judiciaire .....</i>  | 31        |
| A. <u>Les magistrats .....</u>   | 31        |
| B. <u>Les auxiliaires de justice .....</u>   | 32        |
| 1. Les greffiers.....  | 32        |
| 2. Les avocats .....   | 32        |
| 3. Les avoués à la cour d'appel.....   | 32        |
| 4. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation .....                       | 32        |
| 5. Les huissiers de justice .....  | 32        |
| 6. Les conciliateurs et médiateurs .....   | 32        |
| § 2. <i>Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance .....</i> | 33        |
| § 3. <i>Les voies de recours .....</i>   | 33        |
| A. <u>L'appel .....</u>  | 33        |
| B. <u>Le pourvoi en cassation .....</u>  | 33        |
| <br><b>TITRE II – Les personnes .....</b>  | <br>35    |
| <br><b>Chapitre 1 - Les personnes physiques .....</b>                                  | <br>36    |
| <b>Section I - L'existence de la personnalité .....</b>                                | 36        |
| § 1. <i>Le commencement de la personnalité .....</i>                                   | 36        |
| § 2. <i>La fin de la personnalité .....</i>  | 36        |
| § 3. <i>L'absence et la disparition .....</i>  | 37        |
| A. <u>La disparition .....</u>   | 37        |
| B. <u>L'absence .....</u>  | 37        |
| <br><b>Section II - L'individualisation des personnes physiques .....</b>              | <br>38    |
| § 1. <i>Le nom .....</i>   | 38        |
| A. <u>Le nom de famille .....</u>  | 38        |
| 1. Attribution du nom.....   | 38        |
| 2. Caractères du nom .....   | 39        |
| B. <u>Les prénoms .....</u>  | 40        |
| § 2. <i>Le domicile .....</i>  | 40        |
| A. <u>Les intérêts du domicile .....</u>   | 41        |
| B. <u>Détermination du domicile .....</u>  | 41        |
| 1. Détermination du domicile par la personne.....                                      | 41        |
| 2. Le domicile légal .....   | 41        |
| C. <u>Caractères du domicile .....</u>   | 42        |
| 1. Le domicile est nécessaire .....  | 42        |
| 2. Le domicile est unique .....  | 42        |
| § 3. <i>L'état civil.....</i>  | 42        |
| A. <u>Organisation de l'état civil .....</u>   | 42        |
| B. <u>Consultation des actes de l'état civil .....</u>                                 | 43        |
| C. <u>Force probante des actes de l'état civil .....</u>                               | 43        |
| D. <u>Irrégularités des actes de l'état civil .....</u>                                | 43        |
| E. <u>Le répertoire civil .....</u>  | 44        |

|   |    |
|---|----|
| <b>Chapitre 2 - Les personnes morales .....</b>                                     | 45 |
| <b>Section I - Les différentes personnes morales.....</b>                           | 45 |
| § 1. <i>Les personnes morales de droit public .....</i>                             | 45 |
| § 2. <i>Les personnes morales de droit privé.....</i>                               | 45 |
| A. <u>Les sociétés .....</u>  | 45 |
| B. <u>Les associations .....</u>  | 46 |
| C. <u>Les syndicats professionnels .....</u>  | 46 |
| D. <u>Les groupements d'intérêt économique .....</u>                                | 46 |
| E. <u>Les fondations .....</u>  | 46 |
| <b>Section II - Statut juridique de la personne morale .....</b>                    | 47 |
| § 1. <i>Identification .....</i>  | 47 |
| § 2. <i>Patrimoine .....</i>  | 47 |
| § 3. <i>Capacité des personnes morales .....</i>                                    | 47 |
| <b>TITRE III – La protection des personnes particulièrement vulnérables .....</b>   | 49 |
| <b>Chapitre 1 - Les mineurs .....</b>   | 51 |
| <b>Section I - Le mineur non émancipé .....</b>                                     | 51 |
| § 1. <i>Les régimes de protection.....</i>  | 51 |
| A. <u>La tutelle .....</u>  | 51 |
| 1. Organisation.....  | 51 |
| 2. Fonctionnement de la tutelle.....  | 52 |
| 3. Cessation de la tutelle .....  | 53 |
| B. <u>L'administration légale .....</u>   | 53 |
| 1. L'organisation.....  | 53 |
| 2. Les pouvoirs des administrateurs .....   | 54 |
| 3. Les obligations des administrateurs légaux .....                                 | 54 |
| 4. Le droit de jouissance légale .....  | 54 |
| 5. Fin de l'administration légale .....   | 55 |
| § 2. <i>Etendue de l'incapacité du mineur .....</i>                                 | 55 |
| A. <u>Principe et dérogations .....</u>   | 55 |
| 1. Actes à caractère personnel .....  | 55 |
| 2. Actes non préjudiciables.....  | 56 |
| 3. Responsabilité délictuelle du mineur .....                                       | 56 |
| B. <u>Sanctions des actes irrégulièrement passés par le mineur .....</u>            | 56 |
| C. <u>Sanction des actes irrégulièrement passés par le représentant légal .....</u> | 56 |
| <b>Section II - Le mineur émancipé .....</b>  | 56 |
| § 1. <i>Conditions de l'émancipation.....</i>                                       | 56 |
| A. <u>Emancipation accordée par le juge .....</u>                                   | 57 |
| B. <u>Émancipation résultant du mariage .....</u>                                   | 57 |
| § 2. <i>Effets de l'émancipation.....</i>   | 57 |

|  |    |
|--|----|
| <b>Chapitre 2 - Les majeurs protégés .....</b>   | 58 |
| <b>Section I - Les dispositions communes aux personnes protégées .....</b>                       | 59 |
| § 1. <i>Les respects de l'autonomie du majeur protégé.....</i>                                   | 59 |
| § 2. <i>Le controôle judiciaire .....</i>  | 60 |
| § 3. <i>Les fonctions de protection.....</i>   | 60 |
| § 4. <i>L'ouverture de la mesure de protection .....</i>   | 60 |
| <b>Section II - Le mandat de protection future .....</b>   | 61 |
| § 1. <i>Les règles générales .....</i>   | 61 |
| § 2. <i>Les règles propres au mandat notarié .....</i>   | 62 |
| § 3. <i>Les règles propres au mandat sous seing privé .....</i>                                  | 62 |
| <b>Section III - Les mesures d'accompagnement.....</b>   | 63 |
| § 1. <i>Les mesures administratives d'accompagnement social personnalisé (MASP) .....</i>        | 63 |
| § 2. <i>La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) .....</i>                                    | 63 |
| <b>Section IV - Les mesures de protection judiciaire .....</b>                                   | 63 |
| § 1. <i>La mise sous sauvegarde de justice (art. 433 et s.).....</i>                             | 63 |
| A. <u>Les personnes concernées .....</u>   | 63 |
| B. <u>La mise en œuvre .....</u>   | 64 |
| C. <u>Le fonctionnement .....</u>  | 64 |
| D. <u>La fin du régime .....</u>   | 64 |
| § 2. <i>La tutelle et la curatelle.....</i>  | 64 |
| A. <u>Les organes .....</u>  | 65 |
| 1. <u>Le tuteur et le curateur .....</u>   | 65 |
| 2. <u>Le subrogé curateur et le subrogé tuteur .....</u>   | 65 |
| 3. <u>Le conseil de famille des majeurs en tutelle .....</u>                                     | 65 |
| B. <u>Les effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne .....</u> | 66 |
| C. <u>Les effets de la tutelle et de la curatelle dans le domaine patrimonial .....</u>          | 67 |
| 1. <u>La curatelle .....</u>   | 67 |
| 2. <u>La tutelle .....</u>   | 67 |
| 3. <u>La régularité des actes .....</u>  | 67 |
| D. <u>La gestion du patrimoine du majeur en tutelle .....</u>                                    | 68 |
| <b>TITRE IV – Les biens .....</b>  | 71 |
| <b>Chapitre 1 - Notion de biens .....</b>  | 72 |
| <b>Section I - Classification commune aux choses et aux droits : meubles et immeubles .....</b>  | 72 |
| § 1. <i>Les choses .....</i>   | 72 |
| A. <u>La distinction .....</u>   | 72 |
| B. <u>Les intérêts de la distinction .....</u>   | 73 |
| C. <u>Les tempéraments à la distinction .....</u>  | 73 |
| 1. <u>Les immeubles par destination .....</u>  | 73 |
| 2. <u>Les meubles par anticipation .....</u>   | 73 |
| § 2. <i>Les droits .....</i>   | 74 |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Section II - Classifications propres aux choses .....</b>                                | <b>74</b> |
| § 1. <i>Choses appropriées et choses sans propriétaire .....</i>                            | 74        |
| A. <b>Les choses sans maître .....</b>  | 74        |
| B. <b>Les choses communes .....</b>   | 75        |
| C. <b>Les choses hors du commerce .....</b>   | 75        |
| § 2. <i>Choses fongibles et choses non fongibles .....</i>                                  | 75        |
| A. <b>Les choses fongibles .....</b>  | 75        |
| B. <b>Cette distinction présente un double intérêt : .....</b>                              | 75        |
| § 3. <i>Choses consomptibles et choses non consomptibles .....</i>                          | 75        |
| A. <b>Les choses consomptibles .....</b>  | 75        |
| B. <b>L'intérêt de cette classification .....</b>   | 75        |
| § 4. <i>Choses frugifères et choses non frugifères .....</i>                                | 76        |
| A. <b>Les choses frugifères produisent des fruits .....</b>                                 | 76        |
| B. <b>La distinction entre les fruits et les produits présente plusieurs intérêts .....</b> | 76        |
| <b>Chapitre 2 - Le contenu du droit de propriété .....</b>                                  | <b>77</b> |
| <b>Section I - Les caractères du droit de propriété .....</b>                               | <b>77</b> |
| § 1. <i>Le droit de propriété est un droit total .....</i>                                  | 77        |
| A. <b>Principe .....</b>  | 77        |
| B. <b>Atténuations .....</b>  | 78        |
| § 2. <i>Le droit de propriété est un droit exclusif .....</i>                               | 78        |
| § 3. <i>Le droit de propriété est un droit absolu .....</i>                                 | 78        |
| A. <b>Restrictions législatives .....</b>   | 79        |
| B. <b>Restrictions jurisprudentielles .....</b>   | 79        |
| § 4. <i>Le droit de propriété est un droit perpétuel .....</i>                              | 80        |
| § 5. <i>Le droit de propriété est un droit individuel .....</i>                             | 80        |
| A. <b>L'indivision ordinaire .....</b>  | 81        |
| B. <b>L'indivision forcée .....</b>   | 82        |
| 1. <b>La mitoyenneté des clôtures .....</b>   | 82        |
| 2. <b>La copropriété par appartement .....</b>  | 82        |
| <b>Section II - L'objet du droit de propriété .....</b>                                     | <b>83</b> |
| § 1. <i>Les limites séparatives des fonds .....</i>   | 83        |
| § 2. <i>La propriété du dessus et du dessous .....</i>                                      | 84        |
| A. <b>Propriété du dessus .....</b>   | 84        |
| B. <b>Propriété du dessous .....</b>  | 84        |
| § 3. <i>La propriété des eaux .....</i>   | 84        |
| <b>Chapitre 3 - La possession .....</b>   | <b>85</b> |
| <b>Section I - Notion de possession .....</b>   | <b>85</b> |
| § 1. <i>Éléments constitutifs .....</i>   | 85        |
| A. <b>Le corpus .....</b>   | 85        |
| B. <b>L'anima .....</b>   | 86        |
| § 2. <i>Possession et détention précaire .....</i>  | 86        |

|  |    |
|--|----|
| <b>Section II - Les conditions d'efficacité de la possession .....</b>                           | 86 |
| § 1. <i>Les vices absous .....</i>   | 87 |
| A. <b>La discontinuité .....</b>   | 87 |
| B. <b>L'équivoque .....</b>  | 87 |
| § 2. <i>Les vices relatifs .....</i>   | 87 |
| A. <b>La violence .....</b>  | 87 |
| B. <b>La clandestinité .....</b>   | 87 |
| <b>Section III - Les effets de la possession .....</b>   | 88 |
| § 1. <i>Les actions possessoires .....</i>   | 88 |
| § 2. <i>Position du possesseur dans l'action en revendication.....</i>                           | 88 |
| § 3. <i>Acquisition de la propriété.....</i>   | 88 |
| <b>Chapitre 4 - Les modes d'acquisition de la propriété .....</b>                                | 89 |
| <b>Section I - Acquisition par la possession .....</b>   | 89 |
| § 1. <i>La prescription acquisitive ou usucaption .....</i>                                      | 89 |
| A. <b>La prescription trentenaire .....</b>  | 90 |
| B. <b>La prescription décennale (ou abrégée) .....</b>   | 90 |
| C. <b>Les règles communes aux deux prescriptions acquisitives .....</b>                          | 91 |
| 1. La computation des délais de prescription.....  | 91 |
| 2. Les effets de la prescription .....   | 91 |
| 3. Le délai de prescription peut être suspendu .....   | 91 |
| 4. Les effets de la prescription .....   | 91 |
| § 2. <i>L'acquisition instantanée des meubles par la possession de bonne foi.....</i>            | 91 |
| A. <b>Conditions générales d'application de l'article 2276 .....</b>                             | 92 |
| B. <b>La possession de bonne foi fait acquérir instantanément la propriété des meubles .....</b> | 92 |
| C. <b>La possession de bonne foi d'un meuble fait présumer le titre d'acquisition .....</b>      | 93 |
| § 3. <i>L'acquisition des fruits.....</i>  | 93 |
| § 4. <i>L'occupation.....</i>  | 93 |
| A. <b>Les choses non encore appropriées .....</b>  | 93 |
| B. <b>Les choses abandonnées .....</b>   | 94 |
| C. <b>Le trésor .....</b>  | 94 |
| <b>Section II - L'accession .....</b>  | 94 |
| § 1. <i>L'accession immobilière .....</i>  | 94 |
| A. <b>Accession naturelle .....</b>  | 94 |
| 1. Acquisition d'animaux par accession .....   | 94 |
| 2. Acquisition d'un supplément de terrain par accession .....                                    | 95 |
| B. <b>Accession artificielle .....</b>   | 95 |
| § 2. <i>Accession mobilière .....</i>  | 96 |
| <b>Section III - L'acquisition par le contrat .....</b>  | 96 |
| § 1. <i>Le principe du transfert de la propriété solo consensu .....</i>                         | 96 |
| A. <b>Conditions de fond .....</b>   | 97 |
| B. <b>Conditions de forme .....</b>  | 97 |
| § 2. <i>Les atténuations apportées au principe .....</i>   | 97 |
| A. <b>En matière mobilière .....</b>   | 97 |
| B. <b>En matière immobilière .....</b>   | 97 |

|  |            |
|--|------------|
| <b>Chapitre 5 - La protection du droit de propriété :<br/>l'action en revendication .....</b>        | <b>99</b>  |
| <b>Section I - L'action en revendication en matière immobilière .....</b>                            | <b>100</b> |
| § 1. <i>Conditions de succès de l'action .....</i>   | 100        |
| § 2. <i>Les effets de la revendication immobilière.....</i>  | 100        |
| A. <u>Les obligations pesant sur le possesseur .....</u>   | 100        |
| B. <u>Obligations pesant sur le propriétaire .....</u>   | 100        |
| <b>Section II - L'action en revendication en matière mobilière.....</b>                              | <b>101</b> |
| § 1. <i>Le domaine de la revendication mobilière .....</i>   | 101        |
| A. <u>Le défendeur n'est pas un possesseur de bonne foi .....</u>                                    | 101        |
| B. <u>Le meuble a été perdu ou volé .....</u>  | 101        |
| § 2. <i>Les effets de la revendication mobilière .....</i>   | 101        |
| <b>Chapitre 6 - Les démembrements du droit de propriété .....</b>                                    | <b>102</b> |
| <b>Section I - L'usufruit .....</b>  | <b>102</b> |
| § 1. <i>Sources de l'usufruit .....</i>  | 102        |
| A. <u>L'usufruit légal .....</u>   | 102        |
| B. <u>L'usufruit constitué par la volonté de l'homme .....</u>                                       | 103        |
| C. <u>L'usufruit acquis par prescription acquiseive .....</u>  | 103        |
| § 2. <i>Effets de l'usufruit .....</i>   | 103        |
| A. <u>Les droits de l'usufruitier .....</u>  | 103        |
| B. <u>Les obligations de l'usufruitier .....</u>   | 103        |
| 1. À l'ouverture de l'usufruit (art. 600) .....  | 103        |
| 2. Au cours de l'usufruit .....  | 103        |
| 3. À la fin de l'usufruit.....   | 103        |
| § 3. <i>La cessation de l'usufruit .....</i>   | 104        |
| <b>Section II - Les servitudes.....</b>  | <b>104</b> |
| § 1. <i>Modes d'établissement des servitudes .....</i>   | 104        |
| A. <u>Servitudes légales .....</u>   | 104        |
| B. <u>Servitudes établies par titre .....</u>  | 104        |
| C. <u>Servitudes acquises par prescription .....</u>   | 105        |
| D. <u>Servitudes constituées par destination du père de famille .....</u>                            | 105        |
| § 2. <i>Exercice des servitudes .....</i>  | 105        |
| A. <u>Obligations à la charge du fonds servant .....</u>   | 105        |
| B. <u>Droits et obligations du fonds dominant .....</u>  | 105        |
| § 3. <i>Extinction des servitudes.....</i>   | 105        |
| <b>TITRE V – Les obligations .....</b>   | <b>107</b> |
| <b>Chapitre 1 - Le contrat .....</b>   | <b>109</b> |
| <b>Section I - La classification des contrats .....</b>  | <b>110</b> |
| § 1. <i>Contrats synallagmatiques et contrats unilatéraux<br/>(art. 1102 et 1103 - C. civ.).....</i> | 110        |
| A. <u>Distinction .....</u>  | 110        |
| B. <u>Intérêts de la distinction .....</u>   | 110        |

|  |     |
|--|-----|
| § 2. Contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit (art. 1105 et 1106) .... | 110 |
| <b>A. Distinction .....</b>  | 110 |
| <b>B. Intérêts de la distinction .....</b>   | 110 |
| § 3. Contrats consensuels, solennels, réels .....                                  | 110 |
| <b>A. Distinction .....</b>  | 110 |
| <b>B. Intérêts de la distinction .....</b>   | 111 |
| § 4. Contrats à exécution instantanée et contrats à exécution successive .....     | 111 |
| <b>A. Distinction .....</b>  | 111 |
| <b>B. Intérêts de la distinction .....</b>   | 111 |
| § 5. Contrats commutatifs et contrats aléatoires.....                              | 111 |
| <b>A. Distinction .....</b>  | 111 |
| <b>B. Intérêts de la distinction .....</b>   | 112 |
| § 6. Contrats de gré à gré et contrats d'adhésion .....                            | 112 |
| <b>A. Distinction .....</b>  | 112 |
| <b>B. Intérêts de la distinction .....</b>   | 112 |
| <b>Section II - La formation du contrat .....</b>                                  | 112 |
| § 1. Conditions de formation des contrats .....                                    | 112 |
| <b>A. Le consentement .....</b>  | 112 |
| 1. L'existence du consentement .....   | 112 |
| 2. L'intégrité du consentement .....   | 114 |
| <b>B. La capacité .....</b>  | 115 |
| <b>C. L'objet .....</b>  | 116 |
| 1. L'existence de l'objet .....  | 116 |
| 2. La licéité de l'objet .....   | 116 |
| 3. La valeur de l'objet .....  | 116 |
| <b>D. La cause .....</b>   | 117 |
| 1. La notion de cause .....  | 117 |
| 2. La preuve de la cause .....   | 117 |
| <b>E. La forme .....</b>   | 117 |
| 1. Atténuations au consensualisme.....   | 117 |
| 2. Exceptions au consensualisme .....  | 118 |
| § 2. Sanction des conditions de formation .....                                    | 118 |
| <b>A. Cas de nullité .....</b>   | 118 |
| 1. Nullité absolue .....   | 118 |
| 2. Nullité relative .....  | 118 |
| <b>B. Mise en œuvre de la nullité .....</b>  | 118 |
| 1. Nullité absolue .....   | 118 |
| 2. Nullité relative .....  | 119 |
| <b>C. Effets de la nullité .....</b>   | 119 |
| 1. Étendue de la nullité .....   | 119 |
| 2. Portée de la nullité .....  | 119 |
| <b>Section III - Les effets du contrat.....</b>                                    | 120 |
| § 1. Effets du contrat entre les parties .....                                     | 120 |
| <b>A. Le contrat a force obligatoire .....</b>                                     | 120 |
| 1. Exécution forcée en nature .....  | 120 |
| 2. Exécution par équivalent.....   | 120 |
| 3. Exception d'inexécution .....   | 122 |
| 4. Résolution pour inexécution fautive .....                                       | 123 |
| 5. Résolution due à la force majeure (théorie des risques).....                    | 123 |
| <b>B. Le contrat est irrévocable .....</b>   | 124 |
| <b>C. Le juge ne peut pas modifier le contrat .....</b>                            | 124 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>D. L'application du principe de la force obligatoire du contrat devient plus difficile en cas de simulation .....</b> | 125 |
| § 2. <i>Effets du contrat à l'égard des tiers.....</i>   | 126 |
| <b>A. Détermination des tiers .....</b>  | 126 |
| 1. Représentation.....   | 126 |
| 2. Ayants-cause .....  | 126 |
| 3. Crédanciers chirographaires .....   | 126 |
| <b>B. Dérogations à l'effet relatif du contrat .....</b>   | 127 |
| 1. La stipulation pour autrui (art. 1121 C. civ.) .....  | 127 |
| 2. La promesse de porte-fort .....   | 127 |
| <br><b>Chapitre 2 - Les quasi-contrats.....</b>  | 129 |
| <br><b>Section I - La gestion d'affaires .....</b>   | 129 |
| § 1. <i>Conditions de la gestion d'affaires .....</i>  | 129 |
| A. <u>L'existence d'un acte de gestion .....</u>   | 129 |
| B. <u>Les caractères de l'acte de gestion .....</u>  | 130 |
| § 2. <i>Effets de la gestion d'affaires .....</i>  | 130 |
| A. <u>Obligations du gérant .....</u>  | 130 |
| B. <u>Obligations du géré .....</u>  | 130 |
| <br><b>Section II - Le paiement de l'indu .....</b>  | 130 |
| § 1. <i>Conditions .....</i>   | 130 |
| A. <u>Le solvens doit prouver que son paiement était indu .....</u>  | 130 |
| B. <u>Pendant longtemps la jurisprudence a exigé que le solvens prouve qu'il avait commis une erreur .....</u>           | 131 |
| C. <u>Le créancier accipiens ne doit pas avoir détruit son titre de créance .....</u>                                    | 131 |
| D. <u>La dette ne doit pas être née d'un contrat immoral .....</u>   | 131 |
| § 2. <i>Effets .....</i>   | 131 |
| A. <u>Le solvens peut exercer l'action en répétition .....</u>   | 131 |
| B. <u>L'accipiens, de bonne ou mauvaise foi a droit au remboursement .....</u>   | 131 |
| <br><b>Section III - L'enrichissement sans cause .....</b>   | 131 |
| § 1. <i>Conditions .....</i>   | 131 |
| A. <u>Un enrichissement et un appauvrissement corrélatifs .....</u>  | 131 |
| B. <u>Absence de cause de l'enrichissement .....</u>   | 131 |
| C. <u>Absence d'une autre action au profit de l'appauvri .....</u>   | 132 |
| § 2. <i>Effets .....</i>   | 132 |
| <br><b>Chapitre 3 - La responsabilité civile délictuelle .....</b>   | 133 |
| <br><b>Section I - Le dommage ou préjudice.....</b>  | 134 |
| § 1. <i>La nature du dommage .....</i>   | 134 |
| A. <u>Le dommage matériel .....</u>  | 134 |
| B. <u>Le dommage moral .....</u>   | 134 |
| § 2. <i>Les caractères du dommage réparable .....</i>  | 135 |
| A. <u>Dommage certain .....</u>  | 135 |
| B. <u>Dommage direct .....</u>   | 135 |
| C. <u>Dommage ayant porté atteinte à un intérêt légitime juridiquement protégé .....</u>                                 | 135 |
| D. <u>Dommage n'ayant pas déjà été réparé .....</u>  | 135 |

|   |     |
|---|-----|
| <b>Section II - Le fait générateur de responsabilité .....</b>  | 136 |
| § 1. <i>Responsabilité pour faute (art. 1382 et 1383 C. civ.).....</i>                                  | 136 |
| § 2. <i>Responsabilité du fait d'autrui .....</i>   | 136 |
| A. <b>Principe général de responsabilité du fait d'autrui .....</b>                                     | 136 |
| B. <b>Responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs (art. 1384 § 4) .....</b>             | 137 |
| 1. Conditions.....  | 137 |
| 2. Effets .....   | 137 |
| C. <b>Responsabilité des artisans du fait de leur apprentis (art. 1384 § 6 et 7) .....</b>              | 137 |
| 1. Conditions.....  | 137 |
| 2. Effets .....   | 137 |
| D. <b>Responsabilité des maîtres et des commettants du fait de leurs préposés (art. 1384 § 5) .....</b> | 137 |
| 1. Conditions.....  | 137 |
| 2. Effets .....   | 138 |
| § 3. <i>Responsabilité du fait des choses .....</i>   | 138 |
| A. <b>Principe général de responsabilité du fait des choses .....</b>                                   | 138 |
| 1. Conditions.....  | 138 |
| 2. Effets .....   | 139 |
| B. <b>Régimes spéciaux de responsabilité du fait des choses .....</b>                                   | 139 |
| 1. Responsabilité du fait des animaux (art. 1385 C. civ.) .....   | 139 |
| 2. Responsabilité du fait des bâtiments (art. 1386).....  | 139 |
| <b>Section III - Le lien de causalité entre le fait générateur et le dommage.....</b>                   | 139 |
| § 1. <i>Notion de causalité .....</i>   | 139 |
| § 2. <i>Le dommage dû à plusieurs causes .....</i>  | 140 |
| A. <b>Force majeure .....</b>   | 140 |
| B. <b>Fait d'un tiers .....</b>   | 140 |
| C. <b>Faute de la victime .....</b>   | 140 |
| <b>Section IV - La mise en œuvre de la responsabilité .....</b>   | 140 |
| § 1. <i>L'action en justice .....</i>   | 140 |
| A. <b>Le droit commun .....</b>   | 140 |
| B. <b>Dommage causé par une infraction pénale (ex. : blessures par imprudence) .....</b>                | 141 |
| 1. Action portée devant la juridiction civile .....   | 141 |
| 2. Action portée devant la juridiction pénale .....   | 141 |
| § 2. <i>La réparation du dommage.....</i>   | 141 |
| A. <b>Le montant de la réparation .....</b>   | 141 |
| B. <b>Les modes de réparation .....</b>   | 142 |
| <b>Section V - Le régime des accidents de la circulation .....</b>                                      | 142 |
| § 1. <i>Le droit à l'indemnisation.....</i>   | 142 |
| A. <b>La force majeure et le fait d'un tiers ne peuvent être opposés aux victimes .....</b>             | 142 |
| B. <b>Les effets de la faute de la victime .....</b>  | 142 |
| 1. Dommages résultant d'atteintes à la personne .....   | 142 |
| 2. Dommages aux biens .....   | 142 |
| § 2. <i>La mise en œuvre de la réparation des atteintes à la personne .....</i>                         | 143 |
| A. <b>Procédure amiable .....</b>   | 143 |
| B. <b>Procédure judiciaire .....</b>  | 143 |
| <b>Section VI - La responsabilité du fait des produits défectueux .....</b>                             | 143 |
| § 1. <i>Le domaine de la responsabilité .....</i>   | 143 |
| § 2. <i>La mise en œuvre de la responsabilité .....</i>   | 144 |

|  |            |
|--|------------|
| <b>Chapitre 4 - Règles communes aux obligations indépendamment de leur source.....</b> | <b>145</b> |
| <br>   |            |
| <b>Section I - Les modalités des obligations.....</b>                                  | <b>146</b> |
| § 1. <i>Le terme</i> .....   | 146        |
| A. <u>Notion</u> .....   | 146        |
| B. <u>Effets</u> .....   | 146        |
| 1. Terme suspensif.....  | 146        |
| 2. Terme extinctif .....   | 146        |
| § 2. <i>La condition</i> .....   | 146        |
| A. <u>Conditions de validité</u> .....   | 146        |
| B. <u>Effets</u> .....   | 147        |
| 1. Avant la réalisation de la condition.....   | 147        |
| 2. À l'arrivée de la condition .....   | 147        |
| 3. Si la condition ne se réalise pas .....   | 147        |
| § 3. <i>Les obligations complexes</i> .....  | 147        |
| A. <u>Obligations conjointes</u> .....   | 148        |
| B. <u>L'obligation solidaire</u> .....   | 148        |
| 1. Solidarité active .....   | 148        |
| 2. Solidarité passive .....  | 148        |
| C. <u>L'obligation <i>in solidum</i></u> .....   | 149        |
| <br>   |            |
| <b>Section II - La transmission des obligations : la cession de créance .....</b>      | <b>149</b> |
| § 1. <i>Conditions</i> .....   | 149        |
| A. <u>Conditions de validité</u> .....   | 149        |
| B. <u>Conditions d'opposabilité aux tiers</u> .....                                    | 150        |
| § 2. <i>Effets</i> .....   | 150        |
| A. <u>Transfert de la créance</u> .....  | 150        |
| B. <u>Garantie</u> .....   | 150        |
| C. <u>Cession de créance litigieuse</u> .....  | 150        |
| D. <u>Cessions particulières</u> .....   | 151        |
| 1. Titres négociables.....   | 151        |
| 2. Créesances professionnelles.....  | 151        |
| <br>   |            |
| <b>Section III - L'extinction des obligations.....</b>                                 | <b>151</b> |
| § 1. <i>Le paiement</i> .....  | 151        |
| A. <u>Le paiement volontaire</u> .....   | 151        |
| 1. Le paiement pur et simple .....   | 151        |
| 2. Le paiement avec subrogation.....   | 153        |
| B. <u>Le paiement forcé</u> .....  | 153        |
| 1. Moyens d'action contre le débiteur : l'exécution forcée de l'obligation .....       | 154        |
| 2. Moyens d'action contre des tiers .....  | 154        |
| § 2. <i>La compensation (art. 1289 à 1299 C. civ.)</i> .....                           | 155        |
| A. <u>Compensation légale</u> .....  | 155        |
| B. <u>Compensation conventionnelle et compensation judiciaire</u> .....                | 156        |
| 1. Compensation conventionnelle .....  | 156        |
| 2. Compensation judiciaire .....   | 156        |
| § 3. <i>La confusion</i> .....   | 156        |
| § 4. <i>La novation</i> .....  | 156        |
| A. <u>Conditions</u> .....   | 156        |
| B. <u>Effets</u> .....   | 156        |
| § 5. <i>La remise de dette</i> .....   | 157        |

|   |     |
|---|-----|
| § 6. <i>La prescription extinctive ou libératoire</i> .....   | 157 |
| <b>A. Délai de prescription</b> .....   | 157 |
| <b>B. Régime de la prescription</b> .....   | 157 |
| 1. Calcul du délai .....  | 157 |
| 2. Mise en œuvre.....   | 158 |
| <br><b>TITRE VI – La famille</b> .....  | 159 |
| <br><b>Chapitre 1 - Le mariage et le concubinage</b> .....  | 160 |
| <br><b>Section préliminaire - La lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants</b> .....              | 160 |
| § 1. <i>Les conditions de l'ordonnance de protection</i> .....  | 161 |
| § 2. <i>Les mesures prises par le juge</i> .....  | 161 |
| § 3. <i>La durée des mesures</i> .....  | 161 |
| § 4. <i>Les sanctions pénales</i> .....   | 161 |
| <br><b>Section I - Le mariage</b> .....   | 161 |
| § 1. <i>Prélude au mariage : les fiançailles</i> .....  | 161 |
| A. <b>Nature juridique</b> .....  | 162 |
| B. <b>La rupture des fiançailles</b> .....  | 162 |
| 1. Les cadeaux .....  | 162 |
| 2. <b>La rupture abusive</b> .....  | 162 |
| § 2. <i>Formation du mariage</i> .....  | 162 |
| A. <b>Conditions de fond</b> .....  | 162 |
| 1. Conditions physiologiques .....  | 162 |
| 2. Conditions psychologiques .....  | 162 |
| 3. Conditions « sociologiques » .....   | 164 |
| B. <b>Conditions de forme</b> .....   | 165 |
| 1. Formalités antérieures.....  | 165 |
| 2. Célébration du mariage (art. 74 et s.).....  | 165 |
| C. <b>Sanctions des conditions de formation du mariage</b> .....  | 166 |
| 1. Sanctions préventives : les oppositions (art. 172 et s.) .....   | 166 |
| 2. Les nullités du mariage .....  | 166 |
| § 3. <i>Effets du mariage</i> .....   | 168 |
| A. <b>Rapports personnels entre époux(art. 215 et s.)</b> .....   | 168 |
| 1. Devoirs réciproques des époux.....   | 168 |
| 2. Direction conjointe de la famille.....   | 169 |
| B. <b>Rapports pécuniaires entre époux</b> .....  | 169 |
| 1. Devoir de secours .....  | 169 |
| 2. Contribution des époux aux charges du mariage .....  | 169 |
| 3. Pouvoirs des époux .....   | 170 |
| 4. Sauvegarde des intérêts essentiels de la famille .....   | 171 |
| § 4. <i>Le divorce</i> .....  | 171 |
| A. <b>Les cas de divorce</b> .....  | 171 |
| 1. Divorce par consentement mutuel (art. 230, 232, 250 à 250-3) .....   | 171 |
| 2. Divorce par acceptation du principe de la rupture du mariage (art. 233, 234, 253), dit « divorce accepté » ..... | 171 |
| 3. Divorce pour altération définitive du lien conjugal (art. 237 et 238).....                                       | 172 |
| 4. Divorce pour faute (art. 242 à 246 nouveaux) .....   | 172 |
| 5. Modifications du fondement d'une demande en divorce (art. 247 et s.)....   | 172 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>B. La procédure du divorce .....</b>  | 172 |
| 1. Règles générales .....  | 172 |
| 2. Règles applicables au divorce par consentement mutuel<br>(art. 250 à 250-3) .....                     | 173 |
| 3. Règles applicables aux autres cas de divorce .....  | 173 |
| <b>C. Les conséquences du divorce .....</b>  | 174 |
| 1. Date des effets du divorce .....  | 174 |
| 2. Effets du divorce à l'égard des époux .....   | 174 |
| 3. Effets du divorce à l'égard des enfants .....   | 177 |
| § 5. <i>La séparation de corps</i> .....   | 178 |
| <b>A. Cas et procédure .....</b>   | 178 |
| <b>B. Effets .....</b>   | 178 |
| <b>C. Fin de la séparation de corps (art. 305 et s.) .....</b>   | 179 |
| § 6. <i>La séparation de fait</i> .....  | 179 |
| <br><b>Section II - Le concubinage .....</b>   | 179 |
| § 1. <i>La prise en considération du concubinage</i> .....   | 180 |
| <b>A. Rapports entre concubins .....</b>   | 180 |
| 1. Rupture du concubinage .....  | 180 |
| 2. Liquidation des intérêts pécuniaires entre concubins .....  | 180 |
| 3. Procréation médicalement assistée .....   | 180 |
| <b>B. Rapports des concubins avec les tiers .....</b>  | 180 |
| 1. Droits des tiers contre les concubins .....   | 180 |
| 2. Droits des concubins contre les tiers .....   | 180 |
| § 2. <i>Le pacte civil de solidarité (PACS)</i> .....  | 181 |
| <b>A. Conditions .....</b>   | 181 |
| <b>B. Effets .....</b>   | 181 |
| 1. Rapports entre les partenaires .....  | 181 |
| 2. Rapports des partenaires et des tiers .....   | 182 |
| 3. La rupture du pacte .....   | 182 |
| <br><b>Chapitre 2 - La filiation .....</b>   | 183 |
| <br><b>Section I - La filiation fondée sur les liens de sang .....</b>                                   | 183 |
| § 1. <i>Les preuves et présomptions</i> .....  | 183 |
| <b>A. Les différents modes de preuve .....</b>   | 183 |
| <b>B. Les présomptions légales relatives à la filiation .....</b>  | 184 |
| § 2. <i>L'établissement non contentieux de la filiation</i> .....  | 184 |
| <b>A. La filiation établie par l'effet de la loi .....</b>   | 184 |
| 1. L'établissement de la filiation maternelle .....  | 185 |
| 2. L'établissement de la filiation paternelle .....  | 185 |
| <b>B. L'établissement de la filiation par une reconnaissance .....</b>                                   | 185 |
| <b>C. L'établissement de la filiation par la possession d'état .....</b>                                 | 186 |
| § 3. <i>Les actions relatives à la filiation</i> .....   | 186 |
| <b>A. Les règles générales gouvernant les actions relatives à la filiation .....</b>                     | 186 |
| <b>B. Les règles spéciales applicables aux actions relatives à l'établissement de la filiation .....</b> | 187 |
| 1. Les actions en recherche .....  | 187 |
| 2. L'action en rétablissement de la présomption de paternité du mari<br>(art. 329) .....                 | 188 |
| 3. L'action en constatation de la possession d'état (art. 330) .....                                     | 188 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>C. Les actions en contestation de la filiation .....</b>                    | 189 |
| 1. Les actions en contestation de maternité ou de paternité .....              | 189 |
| 2. L'action en contestation de la possession d'état (art. 335) .....           | 189 |
| 3. L'action du ministère public (art. 336) .....                               | 189 |
| 4. Les suites de l'action en contestation .....                                | 189 |
| § 4. <i>L'assistance médicale à la procréation .....</i>                       | 190 |
| 1. L'enfant et le tiers donneur.....   | 190 |
| 2. L'enfant et le couple receveur .....  | 190 |
| § 5. <i>L'action à fins de subsides.....</i>                                   | 190 |
| <b>A. Conditions .....</b>   | 191 |
| 1. Bénéficiaire .....  | 191 |
| 2. Le défendeur.....   | 191 |
| <b>B. Procédure .....</b>  | 191 |
| 1. Délai.....  | 191 |
| 2. Moyens de défense.....  | 191 |
| <b>C. Effets .....</b>   | 191 |
| 1. Effets patrimoniaux.....  | 191 |
| 2. Effets extrapatrimoniaux.....   | 191 |
| <br><b>Section II - La filiation adoptive .....</b>                            | 192 |
| § 1. <i>L'adoption plénière (art. 343 et s.) .....</i>                         | 192 |
| <b>A. Conditions .....</b>   | 192 |
| 1. Conditions de fond .....  | 192 |
| 2. Conditions de forme .....   | 193 |
| <b>B. Effets (art. 335 et s.) .....</b>  | 194 |
| § 2. <i>L'adoption simple (art. 360 et s.) .....</i>                           | 194 |
| <b>A. Conditions .....</b>   | 194 |
| 1. Conditions de fond .....  | 194 |
| 2. Conditions de forme .....   | 194 |
| <b>B. Effets .....</b>   | 195 |
| 1. Maintien des liens avec la famille d'origine.....                           | 195 |
| 2. Création d'un lien de parenté entre l'adopté et l'adoptant .....            | 195 |
| 3. Aucun lien de parenté n'est créé entre l'adopté et la famille de l'adoptant | 195 |
| <b>C. Fin de l'adoption simple (art. 370 et s.) .....</b>                      | 195 |
| § 3. <i>L'adoption d'un enfant étranger .....</i>                              | 195 |
| <br><b>Chapitre 3 - Les effets de la parenté et de l'alliance .....</b>        | 196 |
| <br><b>Section I - L'autorité parentale .....</b>                              | 196 |
| § 1. <i>Attribution de l'autorité parentale (art. 372 et s.) .....</i>         | 197 |
| § 2. <i>Effets de l'autorité parentale.....</i>                                | 198 |
| <b>A. Effets sur la personne de l'enfant .....</b>                             | 198 |
| <b>B. Effets sur les biens de l'enfant .....</b>                               | 198 |
| § 3. <i>Contrôle et retrait de l'autorité parentale .....</i>                  | 199 |
| <b>A. Assistance éducative .....</b>   | 199 |
| <b>B. Retrait de l'autorité parentale .....</b>                                | 199 |
| 1. Cas .....   | 199 |
| 2. Effets .....  | 200 |
| § 4. <i>Délégation de l'autorité parentale .....</i>                           | 200 |

|   |            |
|---|------------|
| <b>Section II - L'obligation alimentaire .....</b>          | <b>200</b> |
| § 1. <i>Les sujets de l'obligation alimentaire .....</i>    | 200        |
| § 2. <i>Caractères .....</i>                                | 201        |
| A. <b>L'obligation alimentaire est réciproque .....</b>     | 201        |
| B. <b>L'obligation alimentaire est personnelle .....</b>    | 201        |
| C. <b>L'obligation alimentaire est simultanée .....</b>     | 201        |
| D. <b>L'obligation alimentaire est « in solidum » .....</b> | 201        |
| § 3. <i>Conditions .....</i>                                | 201        |
| § 4. <i>Exécution de l'obligation alimentaire .....</i>     | 201        |
| A. <b>Modalités d'exécution .....</b>                       | 201        |
| B. <b>Montant de la pension .....</b>                       | 202        |
| C. <b>Sanctions de l'obligation alimentaire .....</b>       | 202        |
| 1. <b>Sanctions civiles .....</b>                           | 202        |
| 2. <b>Sanctions pénales .....</b>                           | 202        |
| <b>Index.....</b>   | <b>203</b> |